

Pour la révolution socialiste au Maghreb et au Makrech **Dissolution de la police tunisienne ! Dehors, tous les ministres capitalistes ! Dehors, les généraux nommés par Ben Ali ! Gouvernement ouvrier et paysan basé sur l'armement des travailleurs !**

DE LA CRISE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE MONDIALE À LA RÉVOLUTION TUNISIENNE

La crise capitaliste mondiale de 2008-2009 a frappé durement la classe ouvrière à l'échelle de toute la planète. Même si le PIB mondial croît de nouveau depuis fin 2009 et si les échanges internationaux ont repris, le chômage de masse, y compris aux États-Unis, le démantèlement de la sécurité sociale dans les pays capitalistes avancés, la hausse des prix des carburants, des aliments et du logement, prouvent que le répit obtenu l'a été sur le dos des travailleurs des villes et des campagnes et que seuls les capitalistes de l'industrie, du bâtiment, de la finance, du commerce prospèrent.

En Tunisie, la crise a mis à nu les faiblesses d'un modèle de développement fondé sur des secteurs nécessitant peu de main-d'œuvre qualifiée, comme le tourisme low cost, les activités de sous-traitance dans le textile ou les centres d'appels. Avec un écart de plus en plus marqué entre les zones côtières et l'intérieur du pays d'où est partie la révolte. Le tout accentué par une forte dépendance à l'égard de l'économie européenne, qui représente 75 % des exportations. Du coup, la Tunisie a subi de plein fouet la crise qui frappe le Vieux Continent depuis 2008 et a vu croître encore le sentiment de déclassement de sa jeunesse. Privé de rente pétrolière, contrairement à l'Algérie ou à la Libye, le régime n'a plus eu les moyens d'acheter la paix sociale. D'autant plus qu'il faisait peser sur les Tunisiens le poids d'un appareil policier pléthorique : 120 000 policiers dans un pays de 10 millions d'habitants... (Alternatives économiques, 27 janvier 2011)

Le sauvetage du capitalisme fait subir à la jeunesse du monde entier, et particulièrement à celle des pays dominés, l'exploitation, la précarité, le chômage et la guerre. Les chasses aux immigrés, les attentats à caractère clérical, les manœuvres militaires des impérialismes américain, japonais et chinois en Asie de l'Est, le délabrement persistant de Haïti, l'occupation de l'Afghanistan, les licenciements par centaines de milliers à Cuba, la violence policière en Tunisie, en Algérie et en Égypte sont l'annonce de ce que l'humanité devrait subir si le capitalisme perdure.

Cependant, au cours de l'année écoulée, l'échec de la coalition impérialiste en Afghanistan, les grèves en Chine, les manifestations des étudiants de Grande-Bretagne, d'Argentine, de Turquie et d'Autriche, les manifestations et les grèves des salariés et des étudiants de Grèce, de France, du Portugal et d'Espagne, les manifestations et les grèves d'Iran, les émeutes en Bolivie ou en Algérie et la crise révolutionnaire en Tunisie montrent que le pire n'est pas certain, qu'il existe une voie pour renverser les gouvernements capitalistes et le capitalisme lui-même, la voie de la révolution socialiste.

Voici seulement un mois, peu auraient pensé que, parmi les nombreux gouvernements instables et impopulaires du monde arabe, ce serait la Tunisie qui serait la prochaine à vivre une insurrection. (The Economist, 15 janvier 2011)

C'EST UNE RÉVOLUTION QUI A CHASSÉ LE DICTATEUR DE TUNISIE ET IMPOSÉ LES LIBERTÉS

Au prix de plus de cent morts et de milliers de blessés, la classe ouvrière et la jeunesse de Tunisie ont chassé un dictateur bourgeois, qui était membre de « l'Internationale socialiste », et ouvert une situation prérévolutionnaire dans tout le sud et l'est du bassin méditerranéen.

Le trait le plus incontestable de la révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques. D'ordinaire, l'État, monarchique ou démocratique, domine la nation ; l'histoire est faite par des spécialistes du métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais, aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels, et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime. (Léon Trotsky, Histoire de la révolution russe, 1930, Seuil, t. 1, p. 33)

En janvier 2008, des milliers d'ouvriers et de jeunes chômeurs se révoltent à Redeyef, dans le Sud, puis dans les autres villes minières de Moularès, Mdhila et Métlaoui. La confédération unique de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) dénonce les « *fauteurs de trouble* ».

En avril 2008, Nicolas Sarkozy en visite à Tunis se félicite « *des progrès de l'espace des libertés publiques* ».

En juin 2008, la police et l'armée répriment les manifestants, causant trois morts et de très nombreux blessés, emprisonnant 200 personnes, plusieurs d'entre elles étant torturées. Parmi elles, 33 syndicalistes, enseignants, ouvriers, étudiants, jeunes chômeurs seront condamnés à des peines allant de 1 an à 10 ans de prison.

En octobre 2009, Ben Ali, candidat au titre du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) avec le soutien de l'UGTT, est élu avec 89,62 % des votes exprimés face aux candidats du Parti de l'unité populaire (PUP), de l'Union démocratique unioniste (UDU) et du Mouvement Renouveau (Ettajdid) l'ancien Parti communiste tunisien.

Le 15 novembre 2010, le ministère des affaires étrangères français, celui de la défense et celui de l'intérieur donnent l'agrément pour la fourniture de grenades lacrymogènes par la Sofexi et Alsetex à la police tunisienne. Au moins quatre livraisons auront lieu en décembre.

Le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi, un jeune bachelier réduit pour survivre à vendre des fruits et des légumes dans la rue, s'immole par le feu devant un bâtiment administratif à Sidi Bouzid, dans le centre du pays, pour protester contre la confiscation de sa marchandise. Il est hospitalisé dans un état critique. Des petits commerçants et des jeunes chômeurs manifestent aussitôt qu'ils apprennent la nouvelle.

Le 19 décembre, le mouvement prend de l'ampleur à Sidi Bouzid, la police fait usage de gaz lacrymogène contre les manifestants et en arrête plusieurs dizaines.

Le 24 décembre, les protestations s'étendent à Bouziane. La police tire sur la foule, un manifestant de 18 ans est tué.

Le 27 décembre, le mouvement gagne Tunis, la capitale. Un millier de jeunes diplômés au chômage osent défier le pouvoir et sont dispersés à coups de matraques.

Le 28 décembre, le président Ben Ali dans sa première apparition à la télévision depuis le début des événements déclare : « *Qu'une minorité d'extrémistes et d'agitateurs ait recours à la violence et aux troubles dans la rue est inacceptable* ».

Le 5 janvier 2011, Mohamed Bouaziz meurt.

Le 6 janvier, les manifestations redoublent. Plusieurs milliers d'avocats se mettent en grève pour dénoncer la répression policière. Plusieurs cybernautes sont arrêtés.

Le 7 janvier, la ministre des affaires étrangères de la France, Michèle Alliot-Marie, reçoit à Paris son homologue tunisien, Kamel Morjane.

Le 8 janvier, la police assassine au moins 14 personnes dans les villes de Thala, Kasserine et Regueb.

Le 10 janvier, les étudiants manifestent à Tunis; la police anti-émeute assiège l'Université El Manar dans laquelle ils se réfugient. Ben Ali intervient pour la deuxième fois à la télévision et dénonce des « actes terroristes » qu'il impute à « des éléments étrangers ». Il promet 300 000 créations d'emplois. Le gouvernement tunisien donne l'ordre de fermer tous les lycées et universités du pays.

Le 11 janvier, l'émeute gagne les banlieues pauvres de Tunis.

Le 12 janvier, le secrétaire général de l'UGTT, Abdesslem Jrad, rencontre Ben Ali, puis déclare : « *J'ai trouvé auprès du président de la République une vision profonde des principaux problèmes et de leurs causes et une volonté de les résoudre* ». La police politique arrête Hama Hammami, porte parole du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT, une organisation maoïste qui se prononce pour un « gouvernement national provisoire »). Ben Ali décrète un couvre-feu dans la capitale et sa banlieue. Le ministre de l'agriculture de la France, Bruno Le Maire, explique que le président tunisien, « *souvent mal jugé* », a fait « *beaucoup de choses* » et Alliot-Marie propose à Ben Ali « *le savoir-faire de nos forces de sécurité* ».

Le 13 janvier, Ben Ali annonce à la télévision qu'il ne briguera pas de nouveau mandat en 2014 et promet la liberté de la presse. Son intervention ne parvient pas à arrêter les manifestations. La direction de la confédération syndicale (UGTT), après quatre semaines de répression sanglante, finit par appeler les travailleurs à des débrayages de deux heures le lendemain.

Le 14 janvier, les travailleurs et les jeunes manifestent avec héroïsme à Tunis pour réclamer le départ immédiat de Ben Ali. Le président annonce le limogeage du gouvernement et la tenue d'élections législatives anticipées dans les six mois. Trois-quarts d'heure plus tard, il décrète l'état d'urgence et impose le couvre-feu dans tout le pays. Les généraux exigent de Ben Ali qu'il quitte le pouvoir. Il obtempère.

Le 15 janvier, la monarchie capitaliste et cléricale d'Arabie annonce qu'elle a accueilli Ben Ali et son épouse Leïla Trabelsi, dont la famille a pillé le pays. La Ligue arabe appelle toutes les forces politiques tunisiennes à être « unies » pour parvenir à un « retour au calme et à la stabilité ». Les nervis de la garde présidentielle sèment la terreur dans les rues et pillent des magasins pour tenter de retourner la population et préparer le retour du président. La population des quartiers pauvres s'organise et s'arme tant bien que mal pour se protéger.

Le 16 janvier, l'armée disperse ce qui reste de la garde présidentielle.

Le 17 janvier, Mohamed Ghannouchi, autorise tous les partis... qui avaient tous réapparu sans l'attendre. Le Premier ministre de Ben Ali forme un gouvernement « d'union nationale » qui comprend une majorité de responsables du Rassemblement constitutionnel démocratique (sic), le parti de Ben Ali. Ils sont rejoints par des « démocrates » qui ne sont pas difficiles sur leurs alliances, ni trop gênés par le maintien des institutions qui ont massacré le peuple (la police, le ministère de l'intérieur). Les partis PDP, FDTL, Mouvement Ettajdid (Renouveau, l'ex-Parti communiste tunisien qui a renié toute référence au socialisme après la restauration du capitalisme en Russie et recrute depuis des patrons), fournissent des ministres ainsi que la centrale syndicale UGTT.

Le 18 janvier, les trois ministres UGTT quittent le gouvernement d'union nationale et réclament, comme les manifestants, le retrait des ministres du RCD. Le représentant du FDTL croit prudent d'en faire autant. L'Internationale socialiste exclut précipitamment le RCD qui en était membre depuis des décennies. Pour la

première fois depuis la fuite de Ben Ali, la police réprime à coup de grenades lacrymogènes et de matraques les travailleurs et les jeunes qui réclament l'éviction du gouvernement provisoire ; l'armée laisse faire.

Le 20 janvier, les douanes françaises bloquent, pour la première fois, un envoi de munitions et d'équipements destinés à la police tunisienne, ce qui prouve que ce sont les firmes françaises, avec la bénédiction de l'État, qui armaient les assassins à la solde de Ben Ali.

Le 21 janvier, tous les ministres du RCD annoncent qu'ils quittent leur parti.

Le 22 janvier, les manifestations se poursuivent tandis que s'y additionnent des revendications sociales et sectorielles : des employés de mairie réclament une amélioration de leurs conditions de travail, des employés de ménage dans les entreprises réclament des augmentations de salaires.

Le 23 janvier, le général Rached Ammar, chef d'état-major de l'armée de terre, parle à la foule qui occupe la place de la Kasbah. Après le propos démagogique de rigueur face à une révolution, il en est venu à l'essentiel, à ce qui préoccupe tous les généraux de Ben Ali : « *J'aimerais que cette place se vide, pour que le gouvernement travaille* ». Les staliniens défroqués d'Ettaïdi, partie prenante du gouvernement, organisent un meeting à Tunis sur le thème « Non au chaos ». Les marcheurs venus des régions déshéritées de Sidi Bouzid, de Kasserine, de Thala ou de Gabès viennent camper sous les fenêtres du premier ministre, place de la Kasbah, pour réclamer son départ.

Le 24 janvier, le ministre de l'éducation et porte-parole du gouvernement, Taïeb Baccouche, déclare : « *La situation est en apparence insurrectionnelle mais la majorité de la population souhaite le retour au calme* ». Le syndicat UGTT de l'enseignement appelle à la grève illimitée jusqu'au départ du gouvernement. La police réprime de nouveau les travailleurs et les jeunes qui réclament l'éviction du gouvernement provisoire ; de nouveau, l'armée laisse faire la police sans se compromettre. L'UGTT de Sfax appelle à une grève de 24 heures le lendemain.

Le 25 janvier, le syndicat UGTT de l'enseignement primaire appelle à la reprise du travail. Le syndicat UGTT des éboueurs appelle à une grève de 48 heures.

Le 26 janvier, l'UGTT appelle à une grève de 24 heures à Sidi Bouzid pour exiger la démission du gouvernement de transition.

Le 27 janvier, à l'appel de l'UGTT, 10 000 manifestants défilent contre le gouvernement à Sidi Bouzid. Le gouvernement est remanié, les ministres de Ben Ali sont éliminés au profit de personnages moins voyants, mais qui furent des hauts fonctionnaires du régime, et Mohamed Ghannouchi, 11 ans chef du gouvernement de Ben Ali, reste Premier ministre. L'UGTT approuve le maintien de Ghannouchi. Les manifestants clament : « *Ghannouchi, dégage !* ».

Si la révolution menée par les travailleurs des villes et des campagnes, appuyée par la jeunesse aux emplois précaires, au chômage et en formation, ne s'approfondit pas en Tunisie et ne s'étend pas aux pays voisins, il n'y aura ni véritable indépendance, ni démocratie, ni développement. Telle est la leçon des mouvements nationaux de la seconde moitié du 20^e siècle et des indépendances politiques de l'Afrique du nord et de l'Asie de l'ouest, souvent conquises de haute lutte contre l'impérialisme.

LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE EST RESTÉE AU MAGHREB ET AU MAKRECH AUX MAINS DE CLASSES ATTACHÉES À LA PROPRIÉTÉ ET INCAPABLES DE RENVERSER L'ORDRE IMPÉRIALISTE MONDIAL

Si Ben Ali a pu s'installer au pouvoir en 1987, c'est parce que Bourguiba et l'ancêtre du RCD ont su empêcher la révolution sociale au nom de l'unité de la nation, un mythe qui a débouché sur l'enrichissement d'une minorité et la précarisation de la majorité. La dépendance envers l'étranger et le despotisme interne découlent de la faiblesse de l'accumulation locale du capital et de son caractère dépendant des centres impérialistes. À l'époque du capitalisme décadent, la bourgeoisie nationale est incapable d'y mettre fin, que ce soit sous la forme des monarchies « modernistes » (type Pahlavi en Iran) et des régimes « anti-impérialistes » des années 1950-1970 (type Nasser en Égypte) ou du fondamentalisme religieux des années 1980-2000 (type Khomeiny en Iran, Aniyeh à Gaza).

Dans les métropoles coloniales, il a fallu attendre la proclamation de l'Internationale communiste en 1919 pour qu'une partie significative du mouvement ouvrier prenne clairement le parti des peuples opprimés. Mais la bureaucratisation de l'URSS et la dégénérescence stalinienne de l'Internationale communiste en instrument de la contre-révolution mondiale a empêché la combinaison de la révolution sociale et de la lutte anti-impérialiste qui aurait mis fin au capitalisme à l'échelle mondiale et assuré la victoire du socialisme. Faute de partis ouvriers révolutionnaires dans les pays impérialistes et dans les pays dominés, la lutte légitime pour l'indépendance est restée au Maghreb sous le contrôle de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers là où ils s'étaient maintenus (Maroc, Tunisie) et de la petite-bourgeoisie là où la colonisation avait liquidé les classes dominantes autochtones (Algérie).

Au début des années 1930, en Tunisie, le parti nationaliste bourgeois Néo-Destour (ND) dirigé par Habib Bourguiba prend la tête de la lutte nationale. Le ND se heurte au gouvernement de Front populaire (la coalition du PS-SFIO et du PCF-SFIC avec le Parti radical bourgeois) qui refuse d'accorder l'indépendance aux colonies. Au service de la bourgeoisie impérialiste, le gouvernement Blum interdit même en 1937 l'Étoile nord-africaine d'Algérie, dirigée alors par Messali Hadj. Lors de la deuxième guerre inter-impérialiste, Bourguiba et Messali suspendent la lutte pour l'indépendance à la victoire des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Le Parti « communiste » français s'oppose à l'indépendance et fournit, comme le Parti « socialiste », des ministres à De Gaulle qui entend rétablir la domination coloniale, ce qui passe par des massacres au Maroc en 1944 et en Algérie en 1945. Ne défendant la lutte des peuples colonisés et leur droit à l'indépendance que la section française de la 4^e Internationale (le Parti communiste internationaliste dont le Groupe bolchevik est l'héritier), un groupe anarchiste (la FCL) et une scission du PS (le PSA)

Après la Deuxième guerre mondiale, les bureaucraties au pouvoir en URSS, en Chine et à Cuba tentent d'empêcher la révolution prolétarienne dans le monde car elle signifierait leur propre éviction (ce que les travailleurs tentent d'ailleurs de faire en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Chine). Elles subordonnent la classe ouvrière et les partis ouvriers d'Afrique du nord et du Proche-Orient au nationalisme arabe. L'alternative à la sociale-démocratie et au stalinisme, la 4^e Internationale fondée par Trotsky, est détruite au moment décisif. Sa direction (Ernest Mandel, Michel Pablo, Livio Maitan...) s'aligne sur la bureaucratie du Kremlin et, comme le stalinisme, capitule devant le nationalisme latino-américain et le nationalisme panarabe. Pas question donc de construire en Algérie ou en Tunisie un parti ouvrier révolutionnaire qui défie le FLN et le ND. Pablo deviendra d'ailleurs conseiller de Ben Bella, le chef du premier gouvernement algérien.

Par conséquent, la classe ouvrière, trahie par ses organisations, sans programme propre, a laissé le mouvement national d'Afrique du nord et d'Asie de l'ouest aux mains de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie. Au lieu de prendre la tête des opprimés et des exploités, le prolétariat est subordonné à la bourgeoisie arabe par les partis « communistes » officiels, leurs dissensions castristes ou maoïstes, leurs adjoints pablistes, healystes, rejoints tardivement par les lambertistes (l'Entente internationale lambertiste vient de tenir une conférence en Algérie avec l'appui de l'UGTA et de la dictature). D'autres (SWP cliffiste de Grande-Bretagne) ou les mêmes (Tudeh stalinien d'Iran et Fedayin castriste d'Iran à partir de 1979, PT lambertiste d'Algérie dans les années 1990, Parti communiste du Liban aujourd'hui...) se sont même ralliés à la fraction cléricale de la bourgeoisie d'Afrique du nord et de l'Asie de l'ouest, à l'islamisme.

Aujourd'hui encore, certains partis « communistes » et nombre de pseudo-trotskyistes parlent de « révolution arabe », alors que la révolution contemporaine ne peut procéder que du prolétariat et que celui-ci comporte, en Afrique du nord, une fraction berbère significative et, en Asie de l'ouest, des millions de travailleurs turcs, juifs, kurdes, perses...

APRÈS 60 ANS, LE NATIONALISME BOURGEOIS PANARABE EST À BOUT DE SOUFFLE ET NOURRIT LA RÉACTION CLÉRICALE

En Égypte, Nasser jette à bas la monarchie en 1952, échappe à un attentat des Frères musulmans en 1954, nationalise le canal de Suez en 1956 et fait face à l'intervention militaire d'Israël, de la France et de la Grande-Bretagne. Cette coalition recule sous la pression des États-Unis et de l'URSS. Les Arabes de la Palestine occupée prennent les armes contre la colonisation sioniste, alors que la fondation d'Israël a été appuyée par l'ensemble des puissances impérialistes et par Staline. L'impérialisme américain est défié par la révolution cubaine en 1959, miné intérieurement par les luttes étudiantes, les grèves ouvrières, la révolte des Noirs et vaincu au Vietnam en 1975.

En Algérie, le FLN se sépare du MNA de Messali pour entamer la lutte armée en 1954. En 1956, la 4^e République bourgeoise, française, confrontée à la guérilla en Tunisie, aux luttes ouvrières, paysannes et étudiantes, concède l'indépendance à la bourgeoisie locale. L'impérialisme français s'accroche plus violemment à l'Algérie qu'à la Tunisie car il peut s'appuyer sur une grande masse de colons d'origine européenne et parce qu'il veut conserver la mainmise sur le pétrole et le gaz dont la métropole est dépourvue. Le PS-SFIO de Guy Mollet dirige la guerre coloniale en 1956, avec les votes du PCF. François Mitterrand, qui avait servi Pétain de 1942 à 1943, est ministre dans le gouvernement des colonialistes et des tortionnaires en 1954-1955 et en 1956-57. La 5^e République bourgeoise finit par concéder l'indépendance à l'Algérie en 1962, après 6 ans de guerre et des centaines de milliers de morts.

En Tunisie, en 1956, la bourgeoisie nationale hérite quasiment tel quel de l'appareil d'État colonial. Le Néo-Destour triomphe aux premières élections et le gouvernement ND-UGTT rétablit l'ordre pour la plus grande satisfaction des propriétaires fonciers tunisiens et des capitalistes tunisiens ou français. L'article premier de la Constitution fait de l'islam la religion d'État et impose au président d'être musulman. Tout cela ne l'empêche pas de bavarder durant quelques années sur le socialisme, tout en interdisant les autres partis, surtout les partis ouvriers. Le ND prend en 1964 le nom de Parti socialiste destourien, en 1988 celui de RCD.

En 1963, le FLN algérien prend le pouvoir, Ben Bella met fin à la révolution sociale qui débute, interdit les autres partis... et se déclare « socialiste ». Mais le socialisme est bien autre chose que le parti unique, sa botte militaire et pitoyable sur la classe ouvrière, sa pitoyable idéologie nationaliste et musulmane.

Le socialisme révolutionnaire proclame la permanence de la révolution et la dictature de classe du prolétariat comme point de transition nécessaire pour éliminer les différences de classes en général, les rapports de production sur lesquels elles reposent et toutes les relations sociales correspondant à ces rapports de production et enfin révolutionner toutes les idées qui émanent de ces rapports sociaux. (Karl Marx, Les Luttes de classe en France, 1850, ch. 3, ES, p. 147)

En fait, c'est une classe bourgeoise qui se forme à l'abri du régime du parti unique, autour de l'État bourgeois construit en collaboration étroite avec l'impérialisme français par le FLN (et surtout par « l'Armée de libération nationale » de Boumediene, une armée postée en Tunisie et au Maroc qui n'a quasiment pas combattu). L'islam est religion d'État (article 2 de la Constitution de 1966) en Algérie. En Tunisie, Bourguiba réprime la révolte étudiante en 1968, écrase les grèves ouvrières en 1978 au prix de centaines de morts, fait tirer sur les « émeutes de la faim » en 1984.

Malgré l'indépendance politique formelle, l'Algérie et la Tunisie sont restées, comme le Maroc monarchique, sous la dépendance de l'impérialisme mondial, en dépit de la rhétorique « socialiste » de leurs gouvernements durant les années 1960 et 1970. L'impérialisme français, bien que soumis désormais à la compétition d'autres (américain, italien, chinois...), reste influent, comme l'illustrent les adhésions de l'Algérie et de la Tunisie au projet d'Union pour

la Méditerranée conçu par Sarkozy, le rôle qu'occupe Total dans l'extraction pétrolière en Algérie, la place des groupes français dans le capitalisme tunisien.

L'enjeu est de taille pour la France, premier pays investisseur hors énergie en Tunisie, avec un flux d'investissement direct étranger (IDE) de 139 millions d'euros en 2009 ; et premier pays pour le nombre d'entreprises implantées (1 250) représentant 110 000 emplois. La présence française en Tunisie est concentrée dans l'industrie manufacturière – textile et habillement, industries mécaniques électriques et électroniques – et dans les services. Initialement limités au tourisme (Fram, Accor, Club Med) et aux établissements bancaires (BNP Paribas, Société générale, BPCE), les services se sont développés plus récemment dans la grande distribution (Carrefour, Casino), l'assurance (Groupama), les centres d'appels (Teleperformance) et les sociétés de service informatique. (Le Monde, 20 janvier 2011)

Avec la contre-offensive de la bourgeoisie mondiale conduite par celle des États-Unis lors des années 1980, les reculs de la classe ouvrière des pays avancés et la restauration du capitalisme en Russie et en Chine au début des années 1990, les marges des régimes nationalistes bourgeois arabes se sont rétrécies. Ils se sont livrés au FMI. La jeunesse est particulièrement frappée par le chômage, même quand elle est qualifiée. La situation des femmes s'est détériorée, notamment en Algérie. Kadhafi a passé un accord en 2008 avec Berlusconi pour empêcher l'émigration de toute l'Afrique vers l'Europe à partir de la Libye.

Malgré la scolarisation massive, l'industrie textile et le tourisme en Tunisie, malgré l'agriculture, l'industrie textile et le tourisme au Maroc, malgré les ressources du pétrole et du gaz en Algérie, les populations du Maghreb ont connu ces dernières décennies une paupérisation grandissante.

Les 10 % les plus riches de la population perçoivent le tiers des revenus, les 30 % les plus pauvres doivent se contenter de moins de 10 % du PIB... La fiscalité aggrave ces disparités au lieu de les corriger. Consommateurs et salariés supportent l'essentiel de l'impôt. Commerçants et entreprises y échappent largement. L'impôt forfaitaire empêche d'imposer 350 000 contribuables qui contrôlent pourtant le tiers du PIB du pays. (Le Monde diplomatique, 6 janvier 2011)

L'accroissement des inégalités sociales a nécessité une répression plus intense contre la classe ouvrière et la jeunesse, voire contre les minorités nationales (Kabyles en Algérie, Sahraouis au Maroc...). Pour compléter le travail de la police secrète, de la police en uniforme et de l'armée, ceux qui ont un emploi sont encadrés par des appareils syndicaux intégrés à l'appareil d'État depuis l'indépendance (UGTA en Algérie, UGTT en Tunisie...).

Les prétentions des nationalistes panarabes plus ou moins laïcs d'il y a soixante ans à combattre l'impérialisme, à unifier les peuples arabes, à développer l'économie capitaliste par l'étatisation ont pitoyablement échoué. Les régimes bourgeois de Tunisie, d'Algérie, d'Égypte, de Syrie, de Libye... sont à bout de souffle. Le régime de Bourguiba a engendré Ben Ali, le régime de Nasser a donné Moubarak, le régime de Ben Bella a enfanté Bouteflika, Arafat a pour héritier Abbas et Kadhafi se caricature lui-même. Leur soutien populaire s'est amenuisé, tant en Asie de l'Est qu'en Afrique du nord. Ils reposent de plus en plus sur la peur, grâce à leurs flics, leurs soudards, leurs matons, leurs provocateurs, leurs indicateurs, leurs tortionnaires...

Eux qui s'affirmaient unificateurs du « monde arabe », laïcs, émancipateurs des femmes et même socialistes ont sacrifié les Palestiniens, ont privatisé l'économie et ont multiplié les concessions au cléricisme au détriment des jeunes et des femmes (comme le Code de la famille de 1984 en Algérie), nourrissant le fondamentalisme islamiste. En Tunisie, la réislamisation par le haut a commencé du temps de Bourguiba, quand le régime a été confronté à la vague révolutionnaire mondiale de la fin des années 1960 et du début des années 1970.

Alors que dans les années 1960, le jeûne du Ramadan était présent comme un obstacle au développement du pays, à partir de la décennie suivante, les pouvoirs publics non seulement ne critiquaient plus cette pratique, mais allaient en encourager l'observance. [...] La revalorisation du patrimoine arabo-islamique passe aussi par une revalorisation de l'enseignement religieux et de la culture arabo-musulmane via la multiplication d'associations religieuses créées avec l'aval des pouvoirs publics. C'est ainsi qu'en 1968 vit le jour l'Association pour la sauvegarde du Coran qui va progressivement échapper à la tutelle du régime et à l'ombre de laquelle s'effectuera la gestation d'une partie de la mouvance islamiste. (Michel Camau, Vincent Geisser, Habib Bourguiba, la trace et l'héritage, 2004, Karthala, p. 96)

La réislamisation s'est poursuivie avec Ben Ali.

Le président déchu a réintroduit l'appel à la prière à la télévision, il a mis en scène ses visites à la mosquée ou son pèlerinage à La Mecque. L'un de ses gendres a fondé une radio musulmane de même qu'une banque islamique. (Le Monde, 29 janvier 2011)

En Égypte, non seulement l'islam est religion d'État, mais le régime de Moubarak a multiplié les concessions aux barbus, il tolère notoirement les attentats contre les chrétiens coptes, persécute lui-même les homosexuels et les athées.

La réaction cléricale se renforce au Maghreb et au Makrech non seulement du discrédit du nationalisme panarabe, mais aussi grâce aux réseaux de charité financés par l'Arabie saoudite, les autres monarchies pétrolières du Golfe persique et l'Iran, sur le terrain de la misère engendrée par le capitalisme que les islamistes veulent tout autant préserver que leurs rivaux panarabes discrédités.

AUCUNE CONFIANCE AUX BOURGEOIS, QU'ILS SOIENT DÉMOCRATES OU CLÉRICAUX !

Depuis la fuite de Ben Ali, la bourgeoisie tunisienne, son armée, les régimes voisins et leurs maîtres impérialistes tentent d'imposer le maintien du RCD au pouvoir ; il ne se passe guère de jour sans que les policiers, avec la

complicité de l'armée, ne matraquent les travailleurs, les chômeurs et les étudiants à Tunis. Pourtant, les journaux, autrefois si serviles envers le dictateur et les « démocrates » des deux rives de la Méditerranée tentent de persuader les masses que la « révolution du jasmin » (sic) est achevée. Tous les partis réformistes et organisations semi-réformistes de France sont d'accord sur l'essentiel : la révolution tunisienne qui a chassé Ben Ali n'est en aucun cas le début de la révolution socialiste en Tunisie, en Afrique et dans le monde.

Nous souhaitons maintenant que les autorités provisoires tunisiennes créent les conditions pour assurer la sécurité des populations. (PCF, La Révolution de Jasmin ne doit pas être volée au peuple tunisien, 16 janvier 2011)

La diplomatie française doit s'engager sans ambiguïté en faveur de la démocratie en Tunisie, à laquelle le peuple tunisien a montré qu'il aspirait avec force. (PS, Le départ du Président Ben Ali doit permettre la transition démocratique, 14 janvier 2011)

C'est au peuple tunisien dans son ensemble de décider de son avenir. (POI, Bas les pattes devant la Tunisie ! 15 janvier 2011)

Le NPA renouvelle tout son soutien au peuple tunisien, à la révolution démocratique à laquelle il aspire. (NPA, Ben Ali en fuite, soutien à la révolution démocratique ! 14 janvier 2011)

Les travailleurs, les classes populaires de Tunisie auront certainement encore à lutter pour imposer leurs droits élémentaires et pour faire que le départ du dictateur débouche sur un véritable changement social. (LO, Après le départ de Ben Ali, 15 janvier 2011)

Le Parti de Gauche soutient la révolution citoyenne du peuple tunisien en cours. Elle porte à la fois sur l'exigence d'une réforme démocratique profonde et de partage des richesses. (PdG, Vive la révolution citoyenne tunisienne, 14 janvier 2011)

Au mieux, le socialisme est pour les opportunistes un objectif très lointain. Il s'agirait d'un simple changement de régime politique qui va permettre de réaliser la « démocratie », de réformer l'État bourgeois, d'améliorer la situation des travailleurs ou même du peuple entier (pour ceux pour qui il n'y a pas de classes en Tunisie), quitte à repartager un peu les richesses. Pas besoin de mettre en cause la propriété privée, l'exploitation, le noyau répressif de l'État bourgeois... ni les liens avec l'impérialisme français. Une telle attitude coïncide avec les besoins de leur propre bourgeoisie.

En Tunisie, les prolétaires qu'ils soient salariés ou qu'ils soient au chômage, ont manifesté un courage remarquable et même un grand instinct de classe. Cependant, il leur manque une perspective, un programme, une stratégie, un parti pour prendre la tête de tous les opprimés, déjouer les manœuvres de la bourgeoisie et de l'impérialisme, imposer le pouvoir des travailleurs.

Les organisations ouvrières qui ont survécu à la dictature sont l'UGTT, qui était liée au régime, et le PCOT, qui était persécuté par la police, avec la complicité des bureaucrates de l'UGTT.

L'UGTT est actuellement la seule confédération syndicale. La bureaucratie syndicale qui la dirige est totalement corrompue. Elle a d'ailleurs condamné le soulèvement ouvrier de 2008, elle a soutenu la candidature de Ben Ali en 2009, elle n'a appelé qu'après plusieurs semaines de répression sanglante à deux heures de grève symboliques, elle a négocié avec le RCD la mise en place d'un gouvernement provisoire. Sous la pression des masses, elle a dû retirer ses ministres du gouvernement, mais elle se refuse à postuler au pouvoir. et ses organes dispersent la force de la classe ouvrière en appelant tantôt un secteur, tantôt un autre à la grève, tantôt une région, tantôt une autre. La direction de l'UGTT négocie le remaniement du gouvernement Ghannouchi :

La commission administrative nationale de l'Organisation syndicale, réunie, hier, a accepté d'appuyer le gouvernement provisoire, sous la présidence de M. Mohamed Ghannouchi, en tant que Premier ministre, et de maintenir MM. Nouri Jouini et Afif Chelbi, en tant que membres de ce gouvernement. (La Presse de Tunisie, 28 janvier 2011)

Les travailleurs conscients doivent se regrouper au sein de la centrale syndicale pour y organiser les chômeurs et les femmes travailleuses, en garantir l'indépendance vis-à-vis de l'État bourgeois et de toutes les fractions de la bourgeoisie, expulser les bureaucrates, favoriser les assemblées générales pour décider sur les lieux de travail, d'étude et de vie.

Si le PCOT mettait en garde les travailleurs contre les manœuvres des démocrates bourgeois, annonçait qu'il se prépare à prendre le pouvoir dès qu'il aura la confiance de la classe ouvrière, il mériterait le soutien de tous les révolutionnaires du monde, quelle que soit ses origines. Le PCOT comporte des centaines de militants dévoués à la classe ouvrière, il se réclame du « marxisme-léninisme », mais son orientation s'apparente en fait à celle du Parti menchevik à partir de 1905, et surtout du stalinisme à partir de 1934. La direction du PCOT demande un « gouvernement provisoire », sème les illusions sur l'État bourgeois et en particulier l'armée, prétend que la révolution sera seulement démocratique.

L'opposition avec toutes les forces politiques et non-politiques, est invitée à serrer les rangs en vue du changement démocratique, pour former l'alternative à la tyrannie et à la dictature. Le Parti communiste des ouvriers renouvelle son invitation à convoquer une assemblée nationale de l'opposition tunisienne qui affrontera la question le plus rapidement possible. (PCOT, Le Parti communiste ouvrier de Tunisie avec le peuple Tunisien qui s'insurge, 10 janvier 2011)

Le changement démocratique dans toutes ses dimensions politiques, économiques, sociales et culturelles exige une coupure effective et immédiate avec le régime tyrannique. Cela nécessite la constitution d'un gouvernement

provisoire ou toute autre instance à vocation exécutive qui organisera des élections libres pour désigner une assemblée constituante qui pose les fondements d'une véritable République démocratique, où le peuple jouit de liberté, de justice sociale et de dignité. Il est urgent que les forces démocratiques impliquées sur le terrain forment des instances nationales unies pour un changement démocratique, dont les prérogatives seront de veiller à la sauvegarde des acquis du peuple et d'exiger le transfert pacifique du pouvoir au peuple. (PCOT, Pour une Assemblée constituante qui pose les jalons d'une République démocratique, 15 janvier 2011)

Une assemblée constituante est une revendication démocratique qu'un parti ouvrier peut tactiquement opposer à un gouvernement du type RCD-Ettajdid-PPD, à condition qu'il préserve son indépendance des partis de la petite et de la grande propriété, à condition que le parti ouvrier refuse tout soutien à tout gouvernement provisoire, à condition qu'il ne cache pas que sa perspective est la dictature du prolétariat et la révolution socialiste mondiale. Or, le chef du PCOT confirme explicitement que la perspective du Parti « communiste » des ouvriers de Tunisie est un bloc avec la bourgeoisie « démocratique ».

Pour préparer l'assemblée constituante, nous avons besoin d'un gouvernement formé d'hommes et de femmes sans liens avec l'ancien régime, qui jouissent véritablement du respect et de la confiance des forces démocratiques qui n'ont jamais cessé d'agir dans le pays. Ces femmes et ces hommes existent aujourd'hui. C'est grâce à eux que nous pourrions espérer jeter les bases d'une démocratie en Tunisie, dans un délai de trois à six mois, si le climat politique le permet. (Hamma Hammami, Mediapart, 18 janvier 2011)

Hammami fait disparaître les classes et donc la lutte entre les classes. De fait, les prolétaires sont appelés par le PCOT à placer leur confiance dans « des hommes et des femmes » non nommés qui sont approuvés par des « forces démocratiques » non identifiées. Bref, pour le PCOT, il suffirait d'exclure les membres de l'ancien gouvernement (tout en laissant en place l'état-major ?) et de collaborer avec les « forces démocratiques ». La leçon tirée des révolutions de 1848 par les communistes est bien différente :

Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels, les ouvriers établissent aussitôt leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires, soit sous forme d'autonomies administratives locales ou de conseils municipaux, soit sous forme de clubs ou comités ouvriers, de façon que les gouvernements démocratiques bourgeois non seulement s'aliènent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se voient, dès le début, surveillés et menacés par des autorités qui ont derrière elles toute la masse des ouvriers. En un mot, sitôt la victoire acquise, la méfiance du prolétariat ne doit plus se tourner contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses anciens alliés, contre le parti qui veut exploiter seul la victoire commune. (Friedrich Engels et Karl Marx, Adresse du Comité central à la Ligue des communistes, 1850, Œuvres choisies, Progrès, t. 1, p. 189)

L'alliance avec la bourgeoisie conduit forcément à limiter les revendications et les luttes des travailleurs, donc à paralyser et démoraliser la classe ouvrière, à décevoir ses alliés potentiels (paysans pauvres, travailleurs indépendants des villes, étudiants, conscrits...), à encourager les complots de la réaction dont les travailleurs feront les frais. Telles sont les leçons de la Chine en 1927, de l'Espagne en 1937, de la Bolivie en 1952, de l'Iran en 1953, de l'Indonésie en 1965, du Chili en 1973...

Il a fallu l'héroïsme des jeunes et des travailleurs pour chasser Ben Ali, sans que les partis démocratiques y soient pour grand-chose et malgré le soutien jusqu'aux derniers jours de la centrale syndicale. Pour extirper les racines de son régime, il faut poursuivre la révolution. Seuls l'approfondissement dans le pays de la révolution et son extension géographique permettront de châtier les bourreaux, de satisfaire les aspirations des masses et d'éviter un coup d'État de l'armée tunisienne en lien avec les services secrets des États-Unis et de la France. Les masses sont entrées en lutte contre la dictature poussées par leur situation économique insupportable. Le départ de Ben Ali n'a en rien réglé ce problème. Sa solution dépend de la poursuite de l'action des masses, de leur prise du pouvoir.

La lutte contre la débâcle économique ne doit pas aboutir à la confiance en l'État, elle doit aboutir à la revendication d'un État dirigé par les prolétaires et les semi-prolétaires. (Vladimir Lénine, « La débâcle économique et la façon prolétarienne de la combattre », 1917, Œuvres t. 25, p. 42)

POUR LA DISSOLUTION DE LA POLICE, L'ORGANISATION DES CONSCRITS, LEUR JONCTION AVEC LES AUTRES TRAVAILLEURS, L'ARMEMENT DES MILICES POPULAIRES

Le principal danger qui menace la révolution tunisienne à cette étape est la confiance d'une partie des masses dans l'armée alors que l'état-major nommé par Ben Ali la contrôle toujours, que la police assassine reste intacte et que les généraux sont les vrais maîtres du Premier ministre Ghannouchi et du gouvernement RCD-Ettajdid-PPD. Tous les partisans de l'aménagement du capitalisme, y compris ceux qui usurpent le nom de « communiste », de « socialiste » ou qui se baptisent « anticapitaliste » répandent des illusions criminelles sur l'armée bourgeoise, comme ils ont autrefois vanté les qualités de l'armée chilienne avant qu'elle écrase la révolution chilienne en 1973 et instaure une dictature anti-ouvrière.

L'armée constituée essentiellement des enfants du peuple est appelée à veiller sur notre sécurité et la sécurité du pays. Elle doit respecter les choix du peuple... (PCOT, Pour une Assemblée constituante qui pose les jalons d'une République démocratique, 15 janvier 2011)

Ainsi, selon le PCOT, l'armée pourrait « respecter les choix du peuple ». Faire croire que l'armée appartient au peuple, alors que c'est celle de la bourgeoisie, qu'elle constitue la composante décisive de l'État bourgeois, est criminel.

Le pouvoir d'État centralisé, propre à la société bourgeoise, est apparu à l'époque de la chute de l'absolutisme. Les deux institutions les plus caractéristiques de cette machine d'État sont : la bureaucratie et l'armée permanente. (Vladimir Lénine, L'État et la révolution, 1917, GB, p. 19)

Pour l'instant, les « enfants du peuple » sous l'uniforme restent sous le commandement des généraux issus de la classe bourgeoise, formées par l'armée française et l'armée américaine, nommés par Ben Ali. Toutes les armées du Maghreb, depuis leur formation, sont liées à l'ancienne puissance coloniale.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Tunisienne, désireux de maintenir et de développer les liens d'amitié et les échanges entre les Forces Armées Françaises et Tunisiennes sont convenus de ce qui suit : 1. - Des experts militaires français peuvent être mis à la disposition du Gouvernement Tunisien. 2. - Des cadres de l'Armée Tunisienne peuvent être admis en stage dans les Écoles et Établissements Militaires Français. 3. - La coopération militaire peut également se concrétiser à l'occasion de visites, escales, voyages d'études, cérémonies diverses organisées d'un commun accord. (Convention de coopération technique militaire, 2 mai 1973)

Ben Ali lui-même a été formé dans les écoles d'officiers de l'armée française, l'année même de l'indépendance, puis dans celles de l'armée américaine.

Militaire de carrière formé à l'École interarmes de Saint-Cyr en France et à l'École supérieure de renseignement et de sécurité aux États-Unis, il devient général, puis ministre de l'Intérieur. (Jeune Afrique, 25 octobre 2009)

Depuis plusieurs années, l'armée tunisienne et l'armée algérienne collaborent avec l'OTAN, la coalition militaire des impérialismes occidentaux sous l'égide des États-Unis.

La Tunisie abritera le centre de commandement militaire conjoint de la 6^e édition de l'exercice naval «Phoenix-Express». Le vice-amiral Harry B. Harris Jr, commandant de la sixième Flotte des États-Unis, a tenu, hier, en compagnie de M. Gordon Gray, ambassadeur des USA à Tunis, un point de presse à l'ambassade des États-Unis à Tunis en présence d'une pléiade de journalistes tunisiens. (La Presse de Tunisie, 10 novembre 2010)

L'armée est tout autant bourgeoise que la police. Ben Ali avait reçu le soutien de l'armée pour supplanter Bourguiba devenu sénile. L'armée a épaulé la police contre l'insurrection de Redeyef.

Le soulèvement du bassin minier a duré plus que cinq mois. Le 6 juin 2008, le régime de Ben Ali l'a sauvagement réprimé. Des milliers d'agents des forces de l'ordre ont été lancés contre la ville de Redeyef, bastion de la résistance. Ils ont ouvert le feu sur la foule faisant un mort et vingt-six blessés, dont un qui a succombé quelques semaines après à ses blessures. Ils ont ensuite investi les quartiers populaires qu'ils ont pris maison par maison. La police de Ben Ali a défoncé les portes des maisons terrorisant, agressant et humiliant les habitants et a pillé leurs biens. Les commerces n'ont pas été épargnés, ils ont été à leur tour saccagés et pillés.

Les jeunes, moteur du soulèvement, ont été pris pour cible principale, ils ont été agressés et arrêtés par dizaines. Des centaines d'entre eux ont quitté leur maison pour se réfugier dans les montagnes proches de la ville.

Dans la nuit du 6 au 7 juin, l'armée a investi la ville et occupé ses principales rues et places décrétant le couvre-feu et imposant aux habitants de ne pas quitter leur demeure. Elle a bloqué l'entrée sud de la ville ainsi que tous les accès aux montagnes où se sont réfugiés des centaines d'activistes et de jeunes pour empêcher leur famille de leur fournir de la nourriture et de l'eau potable.

Les dirigeants du soulèvement, dont notamment Adnane Hajji, Bachir Abidi, Taïeb Ben Othmane et Adel Jayar, ainsi que des centaines d'activistes ont été arrêtés, sauvagement torturés et incarcérés.

Après Redeyef, les forces de l'ordre ont attaqué la ville de Metlaoui et y ont perpétré les mêmes crimes contre les habitants. Des dizaines d'activistes et de jeunes ont été arrêtés, torturés et déferés devant le tribunal de Gafsa qui leur a infligé de lourdes peines de prison ferme allant jusqu'à 6 ans. (Inprecor, janvier 2009)

Les généraux actuels ont été nommés par Ben Ali, comme les chefs de la police et les juges. L'état-major, probablement en lien avec la diplomatie, l'armée et les services secrets des États-Unis, a poussé au départ du président, pour tenter d'empêcher la révolution, sauver l'État bourgeois et préserver le capitalisme. Il a protégé la fuite du dictateur.

Nul doute qu'en coulisses, ce sont les militaires tunisiens, qui ont joué un rôle déterminant dans cette transition. (...) L'armée a convaincu le président et son entourage honni par une large partie du peuple tunisien de quitter la scène, avant qu'il ne soit trop tard. (...) Elle est restée loyale à l'ex-président Ben Ali, jusqu'au moment où la situation lui a échappé. (Le Figaro, 14 janvier 2011)

Le rôle de l'impérialisme américain dans l'éviction de Ben Ali par l'armée tunisienne est d'ailleurs confirmé, non sans amertume, par son rival français.

Ce sont les Américains qui ont pris les choses en main... Les militaires américains ont parlé avec leurs homologues tunisiens, et Ben Ali a été prié de quitter, sans plus attendre, le territoire. Inutile de préciser que les Américains n'ont pas pris la peine de nous tenir au courant. (Michèle Alliot-Marie, citée par Le Canard enchaîné, 19 janvier 2011)

Les libertés démocratiques arrachées par la population doivent être étendues aux soldats du rang, dont la plupart sont des conscrits. Les soldats doivent non seulement s'organiser, comme les travailleurs et les chômeurs des quartiers pauvres, mais leur donner des armes pour qu'ils puissent se protéger de la police et dissoudre celle-ci. Les soldats doivent désarmer, destituer et arrêter les officiers qui s'opposent à la solidarité avec le peuple, qui protègent la police, qui obéissent au gouvernement RCD, qui tenteraient de réprimer les grévistes et les manifestants.

LE POUVOIR À CEUX QUI ONT CHASSÉ BEN ALI, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Les travailleurs ont constitué spontanément les « comités de vigilance » pour défendre les quartiers populaires et des équipements collectifs contre les mercenaires de Ben Ali qui tentaient de faire croire que les manifestants n'étaient que des pillards, alors que les pires voleurs qu'ait connus la Tunisie depuis le départ de la puissance coloniale étaient l'entourage de Ben Ali.

Il est 18 h, c'est l'heure du couvre-feu qui se prolonge jusqu'à 5 h. Et pourtant ! À l'entrée des quartiers et dans différents coins, pour la plupart stratégiques des cités, vous verrez un groupe de jeunes et de moins jeunes bâtons à la main, en train de monter la garde. Ce sont les habitants de ces quartiers, volontaires et braves ils ont décidé de protéger leurs voisins, leurs villes des mains des pillards et des fouteurs de troubles. (Le Temps, 18 janvier 2011)

Les salariés et les fonctionnaires des entreprises publiques, des ministères et des administrations centrales de l'État, organisent des occupations de leurs lieux de travail pour réclamer l'épuration et l'exclusion des dirigeants, quasiment tous membres du RCD.

Dans plusieurs cas, cette exigence est même mise en pratique, comme à la Caisse nationale de Sécurité sociale, aux assurances Star et à la banque BNA où les directeurs ont été chassés sous les huées des travailleurs. Des formes de contrôle ouvrier se développent également, avant tout par rapport aux livres de comptes des entreprises, afin de mettre à jour la corruption des nombreux patrons liés au régime de Ben Ali. Les employés de l'administration centrale des impôts, quant à eux, tout en exigeant la démission immédiate du directeur, ont pris le contrôle des dossiers afin d'enquêter sur les évasions fiscales.

Les masses se mettent en révolution non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais dans l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime. C'est seulement le milieu dirigeant de leur classe qui possède un programme politique, lequel a pourtant besoin d'être vérifié par les événements et approuvé par les masses. Le processus politique essentiel d'une révolution est précisément en ceci que la classe prend conscience des problèmes posés par la crise sociale, et que les masses s'orientent activement d'après la méthode des approximations successives. Les diverses étapes du processus révolutionnaire, consolidées par la substitution à tels partis d'autres toujours plus extrémistes, traduisent la poussée constamment renforcée des masses vers la gauche, aussi longtemps que cet élan ne se brise pas contre des obstacles objectifs. (Léon Trotsky, Histoire de la révolution russe, 1930, Seuil, t. 1, p. 34).

Il manque un parti ouvrier pour déjouer les manœuvres des démocrates, des cléricaux et des puissances impérialistes, un parti de type du Parti bolchevik qui a conduit à la victoire la révolution prolétarienne russe en octobre 1917. Le regroupement de l'avant-garde des travailleurs et de la jeunesse sur la base du marxisme permettra de systématiser et d'imposer les revendications éparées qui surgissent du mouvement des masses :

- Expulsion de tous les soutiens de Ben Ali et de tous les membres du RCD de bas en haut de l'UGTT, droit de tendance pour tous les courants ouvriers dans le syndicat.
- Constitution dans les entreprises, les régiments, les administrations, les quartiers, les universités, les lycées de comités, centralisation des comités sous forme de conseils ouvriers et populaires dans chaque localité et à l'échelle du pays, tout le pouvoir aux conseils.
- Armement des salariés, des étudiants, des habitants des quartiers, des paysans pauvres contre la police, les nervis du RCD, contre toute menace de l'armée, dissolution de la police.
- Retrait de l'Union pour la Méditerranée, de l'ONU et de la Ligue arabe, rupture avec l'OTAN, publication de tous les accords et traités secrets avec l'impérialisme français et l'impérialisme américain, ouverture des dossiers administratifs, fiscaux et policiers, ouverture de la comptabilité des entreprises.
- Expropriation des entreprises industrielles, bancaires et commerciales de tous les patrons membres du RCD massacreur du peuple, nationalisation sans indemnité des grands groupes tunisiens et étrangers sous contrôle des travailleurs, nationalisations sans indemnité des grandes propriétés foncières et transformations en coopératives agricoles.
- Indexation des salaires sur les prix, diminution des horaires de travail, plan d'urgence pour assurer l'emploi de tous les chômeurs, la construction des logements, la production des biens de première nécessité.
- Aucune participation des organisations ouvrières à un gouvernement qui comprendrait des ministres capitalistes, aucun soutien du PCOT ni de l'UGTT à tout gouvernement bourgeois !
- Gouvernement des travailleurs basé sur les comités, séparation complète de la religion et de l'État, soutien à toutes les autres révolutions prolétariennes dans la perspective de la suppression des frontières coloniales, de l'unification socialiste du Maghreb et du Makrech, des États-Unis socialistes de la Méditerranée et de la fédération socialiste mondiale.

Les bourgeoisies impérialistes qui se permettent d'intervenir au nom de la « démocratie » dans le monde entier tentent jusqu'au bout de préserver les régimes autoritaires qui leur sont soumis :

Le gouvernement égyptien est stable et s'efforce de répondre aux besoins de la population. (Hillary Clinton, citée par Le Monde, 27 janvier 2011)

D'un côté, tous les régimes des pays voisins paniquent, multiplient les mesures préventives (blocages des prix alimentaires, etc.). De l'autre, les masses d'Égypte, mais aussi d'Algérie, de Jordanie, des Territoires palestiniens, de Libye, du Yémen, du Soudan... s'inspirent ouvertement de la révolution tunisienne. L'Afrique subsaharienne n'est pas plus stable. L'extension de la révolution à l'Égypte affaiblit la bourgeoisie en Tunisie et y renforce la classe ouvrière.

La responsabilité des travailleurs d'Europe, des États-Unis et d'Israël est d'empêcher toute intervention militaire contre les travailleurs en révolte. D'ores et déjà, la révolution prolétarienne de Tunisie a ébranlé l'ordre bourgeois mondial, après des décennies de reculs et de défaites de la classe ouvrière. La présence significative d'étudiants tunisiens et de travailleurs d'origine tunisienne en France et en Italie facilite la solidarité envers la révolution tunisienne et hâtera l'avènement de la révolution socialiste en Europe, qui consolidera à son tour le pouvoir des travailleurs en Afrique du nord et assurera la transition commune des deux rives de la Méditerranée au socialisme.

Pour vaincre, le prolétariat a besoin d'un parti à lui dans chaque pays, un parti révolutionnaire qui le relie consciemment à celui des autres pays par la construction simultanée d'une internationale communiste.

Vive la révolution prolétarienne tunisienne ! Vive la révolution prolétarienne égyptienne ! Vive la révolution socialiste africaine ! Vive la révolution socialiste mondiale !

29 janvier 2011

Groupe bolchevik [Collectif révolution permanente]